

A R R E T E No. 57

Le COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE FRANÇAISE au TOGO

Officier de la Légion d'Honneur;

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 21 Aout 1917 déterminant les pouvoirs du Commissaire de la République au TOGO.

Vu la déclaration franco-britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Vu la remise effectuée le 1er Octobre 1920 par les Autorités Britanniques aux Autorités Françaises des territoires de LOME et MISAHOE.

A R R E T E :

Article 1er — L'encaisse maximum des bureaux de Postes du TOGO est fixé comme suit:

Bureau de LOME	4000 frs
Bureau de PALIME	1000 frs
Bureau d'ANECHO	1000 frs
Bureau d'ATAKPAME	1000 frs
Bureau de SOKODE	500 frs
Bureau de SANSANNE-MANGO	500 frs

Article 2. — L'excédent d'encaisse du bureau de LOME sera versé à la BRITISH BANK of WEST AFRICA au compte du Commandant de Cercle d'ANECHO en attendant l'installation du payeur de LOME.

Les récépissés des versements effectués à cet établissement seront adressés chaque fin de mois au Commandant de Cercle d'ANECHO.

Les demandes de fonds de subvention seront adressées télégraphiquement par le Chef de Service au Commandant de Cercle d'ANECHO.

Article 3. — L'excédent de l'encaisse pour les autres Cercles sera versé à la caisse des agents spéciaux qui auront également à subvenir aux demandes de fonds de subvention.

Article 4. — Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de ce jour

Article 5. — M. M. le Chef des Services administratifs et financiers, les Commandants de Cercle et le Chef du Service des P. T. T. sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué, publié partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel du TOGO.

LOME, le 28 Octobre 1920

WOELFFEL

A R R E T E No. 58

fixant le taux de la ration journalière à accorder aux détenus.

Le COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE FRANÇAISE au TOGO.

Officier de la Légion d'honneur,

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 21 Aout 1917 déterminant les pouvoirs du Commissaire de la République au TOGO.

Vu la déclaration franco-britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Vu la remise effectuée le 1er Octobre 1920 des territoires des Cercles de LOME et de KLOUTO par les Autorités Britanniques aux Autorités Françaises;

Sur la proposition du Chef des Services administratifs et financiers,

A R R E T E :

Article 1er. — Le taux de la ration journalière à accorder aux prisonniers dans les Cercles est fixé comme suit;

Pour le Cercle de LOME	à 0.45
Pour le Cercle d'ANECHO et KLOUTO	à 0.52
Pour le Cercle d'ATAKPAME	à 0.20

Article 2. — En ce qui concerne les Cercles de SOKODE et SANSANNE-MANGO les prisonniers seront nourris par les soins des Commandants de Cercle intéressés qui utiliseront à cet effet les produits récoltés sur place.

La valeur de ces produits sera portée en recettes par l'Agent spécial, et la dépense correspondante qui représentera le montant de la nourriture des prisonniers figurera mensuellement dans la Comptabilité de l'Agence

Article 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur à compter du 1er Novembre 1920.

Article 4. — M. M. le Chef des Services administratifs et financiers et les Commandants de Cercle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, et inséré au Journal Officiel du TOGO.

LOME, le 23 Octobre 1920

WOELFFEL

A R R E T E No. 60

Fixant les franchises postales et télégraphiques

Le COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE FRANÇAISE au TOGO

Officier de la Légion d'honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 21 Aout 1917 déterminant les pouvoirs du Commissaire de la République au TOGO.

Vu la déclaration franco-britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Sur la proposition du Chef des services financiers et administratifs;

Vu les nécessités du Service;

A R R E T E :

Article 1er. — Les franchises postales et télégraphiques sont délimitées par le tableau annexe au présent arrêté. (Voir tableau, pages 10, 11, 12)

Article 2. — Le droit à la franchise télégraphique implique pour la correspondance des personnes qui en bénéficient, d'une part l'exonération de la taxe et d'autre part, la priorité de transmission et de remise.

Article 3. — La franchise directe appartient aux seuls fonctionnaires et agents énumérés dans le tableau susvisé et dans les limites indiquées.

Article 4. — Tout fonctionnaire ne peut user de son droit que, dans le ressort où il exerce ses fonctions. Toutefois, il peut déposer ses télégrammes dans une localité voisine de son ressort, lorsqu'il n'existe pas de bureau télégraphique sur les lieux mêmes où il se trouve.

Article 5. — La franchise indirecte est conférée par un visa émanant du fonctionnaire investi de la franchise directe avec le destinataire.

Article 6. — Le mot visé est inscrit sur le télégramme et doit être transmis à la suite de l'adresse du télégramme soumis à la formalité du visa.

Article 7. — Le droit de franchise ou de visa peut être délégué par tout fonctionnaire à son suppléant ou intérimaire; notification régulière de cette délégation doit être faite au service.

Article 8. — L'exercice du droit de franchise peut donner lieu à contravention ou abus.

Il y a contravention toutes les fois que l'expéditeur ne jouit pas du droit de franchise avec le destinataire du télégramme qu'il présente ou se prévaut qu'un visa délivré par un fonctionnaire qui a lui-même outrepassé les limites de son droit.

Il y a abus: 10. — lorsque le telegramme présenté comme officiel traite d'affaires privées,

20. — ou bien ne présente pas un caractère d'urgence suffisamment établi.

30. — ou n'a pas de rapport avec l'objet spécial en vue duquel la franchise a été accordée.

Article 9. — Lorsqu'un télégramme jugé abusif ou en contravention est maintenu comme officiel, malgré l'avis de son irrégularité donné à l'expéditeur, le gerant du bureau télégraphique est tenu de l'accepter comme tel et de le transmettre mais doit en adresser la copie au Service des P. T. T.

Ce fonctionnaire envoie ce document au Commissaire de la République Française qui seul a qualité pour décider s'il y a lieu de taxer le telegramme et de fixer la quotité de la taxe (double ou triple)

Article 10. — Tout telegramme officiel doit être rédigé d'une façon claire et concise.

Les mots ou passages considérés comme inutiles pourront être taxés à la charge de l'expéditeur par décision du Commissaire de la République.

Article 11. — Les Commandants de Cercle étant les représentants directs du Commissaire de la République, toutes les correspondances postales ou télégraphiques échangées entre les chefs de Service et leurs subordonnés à l'exception du Service judiciaire et du Trésor et réciproquement doivent parvenir aux destinataires sous le couvert du Commandant de Cercle.

Article 12. — M. le Chef du service des P. T. T. devra donner toutes les instructions utiles à ce sujet aux receveurs ou gerants des bureaux de Postes et télégraphes pour la stricte application des instructions contenues dans le présent arrêté.

Article 13. — M. M. les Chefs de Service et Commandants de Cercle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré publié partout où besoin sera et inséré au Journal officiel du Togo.

LOME, le 26 Octobre 1920

WOELFFEL

ARRETE No 59

Le Commissaire de la République Française au Togo,
Officier de la Légion d'Honneur

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 21 Aout 1917 déterminant les pouvoirs du Commissaire de la République au TOGO.

Vu la déclaration franco-britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Vu la remise effectuée en date du 1er Octobre 1920 par les Autorités britanniques aux Autorités françaises des territoires dévolus à la France aux termes de la déclaration susvisée du 10 Juillet 1919, comme aussi des services y installés, et notamment de la direction des chemins de fer du Togo et du Wharf de LOME;

Considerant qu'il importe de réglementer avec précision les conditions dans lesquelles pourront être délivrées tant les réquisitions de transport par voie ferrée que les réquisitions d'embarquement et de débarquement au wharf de Lome pour les besoins des divers services administratifs;

Sur la proposition du Capitaine Directeur des services du Railway et du wharf et après avis du Chef des services administratifs et financiers,

ARRETE

Article 1. — Les transports de personnel et de matériel par voie ferrée, de même que les embarquements et débarquements au wharf de Lome effectués pour le compte des divers services administratifs ne pourront être effectués que sur présentation d'une réquisition régulièrement établie par une autorité dûment qualifiée.

Article 2. — Les Autorités qualifiées pour établir les réquisitions de transport susvisées sont à l'exception de toutes les autres: a Lome: 10/le Chef des Services financiers et administratifs, ou son délégué.

20/le Commandant militaire

30/le Commandant du cercle dans les différents cercles.

Article 3. — Les réquisitions sont extraites de carnets-blocs à souches, de 100 feuilles numérotées suivant une série ininterrompue. Elles doivent mentionner avec précision la signature du service pour le compte duquel est effectué le transport et l'indication des chapitres et paragraphe du Budget auxquels la dépense est imputable.

Article 4. — M. le Chef des services administratifs et financiers, le Commandant militaire, le Directeur du Chemin de fer et du wharf et les Commandants de cercle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré publié et inséré au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

LOME, le 26 Octobre 1920

WOELFFEL

